

ALERTE OTAN !

Belgique- Belgique
P.P.
1050 Bruxelles 5
1/17024
P 301185

Bulletin trimestriel du Comité de Surveillance OTAN
N°61 -2ème trimestre 2016

Sommaire

BELGIQUE

p2 Paroles d'un rescapé du Métro Maelbeek.

p3 Continuer la lutte contre l'achat des 34 avions de combat.

p4 Message de solidarité du Mouvement de la paix français

ISRAEL

p5 Israel et émirs dans l'Otan

VARSOVIE 2016

p6 Un sommet OTAN en Pologne

SYRIE

p8 Un soldat de l'armée nationale de retour de Palmyre

HAUT- KARABAKH

p9 Le conflit Arménie-Azerbaïdjan

HIROSHIMA 2016

p10 Manifeste Einstein - Russell

p12 Commémoration à l'UMons

Sommet Otan à Varsovie : Eviter ou provoquer la guerre contre la Russie ?

Tous les gouvernements belges sont atlantistes, depuis la création de l'Alliance en 1949. La Belgique ira donc au prochain Sommet de l'Otan à Varsovie en montrant sa volonté de rester un membre fiable de l'Alliance Atlantique.

Le «Plan Stratégique» de l'armée belge, qui n'a toujours pas été voté, ni même débattu au Parlement, représente en fait le renouvellement du contrat de notre pays avec l'Otan. Il inclut déjà l'achat de 34 avions de combat (quasi certainement des F-35 porteurs de bombes atomiques dernier cri), le maintien et la modernisation des bombes atomiques stationnées à Kleine Brogel, il inclut également l'augmentation des budgets militaires pour atteindre rapidement les 1,35% du PIB, la réduction des forces terrestres et leur modernisation technologique selon le label Otan.

Toutefois, il y a une grande résistance à la guerre dans la population, au nord comme au sud du pays, ce qui a amené les partis politiques progressistes et les gouvernements de centre-gauche à pratiquer la politique du «moindre mal», entre

autres, à soutenir l'idée d'un «pilier européen» de l'Otan, une défense européenne commune susceptible de représenter un contrepoids aux Etats-Unis au sein de l'Otan. Mais voilà que l'Union Européenne est mise encore plus à mal après la courte victoire du «Brexit» au referendum du 23 juin en Grande-Bretagne. Il y aura encore moins de possibilités d'une «politique européenne de sécurité et de défense commune» indépendante de l'Otan.

Des partis comme le PS, le Spa, Ecolo et Groen ont peur d'admettre qu'ils se faisaient des illusions, et de reconnaître la nécessité d'une lutte frontale contre l'Otan : leur opposition à la politique extérieure et de défense du gouvernement Michel reste très faible. A la Commission Défense, ils n'ont pas défendu une opposition de principe à un nouvel engagement de la Belgique dans la coalition contre l'EI, et ils se montrent très discrets sur les enjeux du prochain Sommet de l'Otan.

Entretemps, la politique du moindre mal s'apparente de plus en plus à la politique du pire. L'Otan et les pays puissants en son sein – Etats-Unis, certes, mais aussi Grande-Bretagne,

Paroles d'un rescapé du Métro Maelbeek

Le 22 mai, dans la cérémonie d'hommage aux victimes des attentats de Bruxelles, au Palais des Beaux-Arts, un des rescapés du métro de Maelbeek s'est ainsi exprimé:

Extrait: «...Nous portons en nous la responsabilité du monde dans lequel nous vivons, même si notre faute est de laisser faire...Nous avons été victimes d'une guerre que nous n'avons pas choisie. Nous oublions de tisser des liens sociaux, notamment avec la population immigrée. Nous oublions que notre mode de vie est vorace en consommation pétrolière. Nous oublions que nous aussi nous fabriquons des armes. Nous laissons continuer un modèle de société vacillant sans nous remettre durablement en question...».

C'étaient les mots de Dominique Denoël, un des blessés à la Station Maelbeek.

Dans cette cérémonie prétentieuse, décalée (deux mois après les dramatiques événements), au cours de laquelle

le roi et les politiciens ont hypocritement parlé de paix, de solidarité, d'amour et d'unité nationale, il y a eu heureusement une victime qui a su mettre les mots justes.

Dans une interview précédente, Dominique Delanoë avait dit se sentir très en colère, pas précisément contre ceux qui avaient commis ces méfaits, qu'il n'excuse surtout pas, mais contre «ceux qui nous amènent à faire ça. C'était super mignon de voir sur les écrans Charles Michel donner l'accolade à J.C. Juncker... Mais ce ne serait pas mieux de ne plus vendre des armes?».

J'étais très impactée par la justesse des paroles de cet homme et j'ai cherché son texte intégral... impossible de le retrouver dans les media! Ce n'est pas un hasard. Il est le seul à avoir pointé la responsabilité de nos gouvernements qui parlent d'amour, de poésie... tout en envoyant nos bombardiers détruire des pays lointains.

Patricia Granado.

Suite Editorial

France, Allemagne – font une escalade dangereuse de guerres directes et indirectes au Sud et à l'Est de ce que l'Alliance appelle «ses frontières».

Au Sud, il faut rappeler que la Coalition internationale de lutte contre l'EI s'est organisée dans les couloirs du Sommet de l'Otan en 2014 au Pays de Galles, et que la Belgique y a souscrit «à titre temporaire» en envoyant des F-16 bombarder en Irak. Le temporaire est devenu permanent et l'autorisation de bombarder s'étend à la Syrie. De nouvelles interventions contre la Libye sont à l'ordre du jour du sommet de Varsovie.

A l'Est, l'escalade belliqueuse de l'Otan est de plus en plus provocante contre la Russie. On assiste à un renforcement militaire dans tous les ex-membres du Traité de Varsovie : installation de troupes permanentes de l'Otan, réorganisation des armées locales selon les normes de l'Otan, fournitures massives de matériel logistique et d'armements, accélération de l'installation du bouclier anti-missiles (qu'il faudrait plutôt nommer «

moyen de réaliser une première frappe sur la Russie »), encerclement naval de la Russie, allant de la Mer Noire à la Méditerranée et la Mer Baltique. Le prochain Sommet de l'Otan se consacrera à des préparatifs de guerre contre la Russie de plus en plus évidents. C'est à cette guerre-là que seront essentiellement destinées l'augmentation des budgets militaires, la modernisation des avions porteurs de bombes atomiques et la possible utilisation de ces armes. Un travail important pour les associations de paix et anti-guerre et les partis de gauche consiste à voir que la Russie n'est pas notre ennemie et à s'opposer de toutes leurs forces à cette politique otanienne.

Comité Surveillance Otan

juin 2016

Continuer la lutte contre l'achat des 34 avions de combat

Le 24 avril dernier nous étions plus de 3000 personnes à manifester dans les rues de Bruxelles contre l'achat de 34 nouveaux avions de chasse. En effet, en décembre 2015, le gouvernement belge s'est engagé à remplacer la flotte actuelle de F16 pour un coût total de 15 milliards d'euros.

Fruit de nombreux mois de mobilisation, cette manifestation a été le point d'orgue de l'action menée par la Plateforme « Pas d'avions de chasse – Geen gevechtsvliegtuigen » à laquelle la Cnapd a activement collaboré. Son message reste inchangé : nous ne voulons pas de nouveaux avions de chasse ! Ceux-ci n'ont nullement contribué à la paix et à la stabilité dans les pays où ils ont été envoyés ces dernières années tels que l'Irak, l'Afghanistan ou la Libye. Et pourtant nous apprenons la semaine dernière que la Belgique a décidé d'étendre la mission de ses F16 actifs en Irak au territoire de la Syrie et cela sans demande du pays et sans mandat des Nations Unies !

Nous ne voulons pas non plus que notre pays dépense 15 milliards d'euros pour un investissement qui ne sera vraisemblablement accompagné d'aucune retombée économique positive alors que les besoins de belges sont clairement ailleurs. Nous avons besoin de plus de moyens dans l'enseignement, les soins de santé, la sécurité sociale, la justice... Nous avons besoin d'une meilleure mobilité,

de plus de crèches... les priorités sont innombrables.

Alors oui, nous étions 3000 le 24 avril à dire non à ce projet qui ne nous apportera rien en tant que société. Mais le travail ne s'arrête pas là. Nous devons continuer à nous opposer à ce projet et à réclamer plus de transparence dans ce dossier. En marge de la manifestation, la Plateforme avait également créé une pétition qui a déjà récolté plus de 30.000 signatures depuis l'année dernière. Notre objectif : en récolter plus de 50.000. Cette pétition est disponible sur le site de la Plateforme : <http://pasdavionsdechasse.be/petition/>.

Alors signez, partagez et ainsi, ensemble, envoyons un autre signal fort à notre gouvernement !

Naima Reguera, Présidente Cnapd

24 AVRIL 2016 | 14H BXL
MANIFESTATION NATIONALE
CONTRE L'ACHAT
D'AVIONS DE CHASSE

47 ÉCOLES PRIMAIRES
 150 MAISONS DE JEUNES
 3750 EMPLOIS POUR UN AN
 5 563 789 KM DE PISTE CYCABLE
 75 ÉOLIENNES
 11 609 DEMANDEURS D'ASILE 1 ANNÉE DE PRISE EN CHARGE
 1314 LOGEMENTS SOCIAUX

WWW.PASDAVIONSDECHASSE.BE

Message de solidarité du Mouvement de la Paix Français

Message de solidarité du Mouvement de la Paix français aux 130 organisations de Belgique mobilisées contre l'achat de 30 avions de combat par la Belgique.

Le Mouvement de la Paix de France apporte son soutien aux cent trente organisations qui en Belgique se mobilisent derrière l'appel du Mouvement de la Paix de Belgique pour s'opposer au remplacement prévu des avions de combat F-16, ce dimanche 24 avril à 14h à Bruxelles.



LE MOUVEMENT DE LA PAIX

Le Mouvement de la Paix est en totale harmonie avec la déclaration des 130 organisations de Belgique qui dénoncent le fait que « les 15 milliards prévus par le gouvernement en vue d'acheter 34 avions de chasse priveront notre pays de ressources pour la prévention des conflits, la diplomatie, les services publics de qualité et pour tous, la défense de l'environnement. Investir dans la cohésion sociale est pourtant le meilleur outil de lutte contre le terrorisme et le « radicalisme » ».

Tout comme nos amis de Belgique, Le Mouvement de la Paix de France souligne le fait que les interventions militaires catastrophiques de ces dernières années en Afghanistan, en Irak et en Libye n'ont fait qu'aggraver tous les problèmes et contribuer à développer le terreau sur lequel se développent le terrorisme et les mouvements extrémistes, et s'inquiète du fait que ces avions de combat pourraient être armés avec les bombes atomiques des USA stationnées illégalement en Belgique à Kleine-Brogel dans le cadre de l'Otan.

Notre solidarité s'exprimera aussi à travers notre mobilisation contre le salon des armements d'Eurosatory qui doit se dérouler du 13 au 17 juin 2016 au Parc des expositions de Paris-Nord Villepinte.

Le Mouvement de la Paix,

22 avril 2016

Appel aux lecteurs de ALERTE OTAN ! Abonnez-vous ! Soutenez-nous !

Votre aide financière est notre seul soutien pour continuer à publier et diffuser notre Bulletin trimestriel. Nous comptons sur vous pour apporter votre contribution pour l'année 2016 et nous remercions de tout coeur tous ceux et celles qui l'ont déjà fait.

Versement à effectuer au compte **CSOTAN – IBAN BE94 0682 4474 9114**

Israël et émirats dans l'Otan

Le jour même (4 mai) où s'est installé à l'Otan le nouveau Commandant Suprême Allié en Europe -le général étasunien Curtis Scaparotti, nommé comme ses 17 prédécesseurs par le Président des Etats-Unis- le Conseil de l'Atlantique Nord a annoncé qu'au quartier général de l'Otan à Bruxelles sera instituée une Mission officielle israélienne, dirigée par l'ambassadeur d'Israël auprès de l'Union européenne.

Israël se trouve ainsi intégré encore plus dans l'Otan, à laquelle il est déjà étroitement relié à travers le « Programme de coopération individuelle ». Ratifié par l'Otan le 2 décembre 2008, trois semaines avant l'opération israélienne « Plomb durci » à Gaza, il comprend notamment la collaboration entre les services de renseignement et la connexion des forces israéliennes, y compris nucléaires, au système électronique Otan.

Aux côtés de la Mission officielle israélienne auprès de l'Otan se trouveront celles du royaume de Jordanie et des émirats du Qatar et du Koweït, « partenaires très actifs » qui seront intégrés encore plus dans l'Otan pour mérites acquis. La Jordanie héberge des bases secrètes de la Cia dans lesquelles -documentent le New York Times et Der Spiegel- ont été entraînés des militants islamistes d'Al Qaeda et de l'Isis (Etat islamique) pour la guerre secrète en Syrie et en Irak.

Le Qatar a participé à la guerre Otan contre la Libye, en infiltrant en 2011 environ 5000 commandos sur son territoire - comme l'a déclaré au Guardian le chef d'état-major qatari lui-même, puis à celle contre la Syrie - comme l'admet dans une interview au Financial Times l'ex-premier ministre qatari, Hamad bin Jassim Al Thani, qui parle d'opérations qatariennes et saoudiennes d' « interférences » en Syrie, avec le consensus des Etats-Unis.

Le Koweït, à travers l' « Accord sur le transit », permet à l'Otan de créer sa première escale aéroportuaire dans le Golfe, non seulement pour l'envoi de forces et matériels militaires en Afghanistan, mais aussi pour la « coopération pratique de l'Otan avec le Koweït et d'autres partenaires, comme l'Arabie Saoudite ». Partenaires soutenus par les USA dans la guerre qui massacre des civils au Yémen.

Y participe aussi, avec une quinzaine de chasseurs-bombardiers, le Koweït. A qui l'Italie fournit maintenant 28 chasseurs Eurofighter Typhoon de nouvelle génération, construits par le consortium dont fait partie Finmeccanica¹ avec des industries britanniques, allemandes et espagnoles. Un contrat de 8 milliards

d'euros, le plus grand jamais signé par Finmeccanica, qui en reçoit environ la moitié dans ses caisses.

Le contrat a été signé le 5 avril au Koweït par le ministre de la défense, Khaled al-Sabah, et par l'administrateur délégué de Finmeccanica, Mauro Moretti. Marraine de l'événement la ministre Roberta Pinotti, efficiente représentante de commerce d'armes (voir la vente à Israël de 30 chasseurs M-346 d'entraînement avancé).

Les Eurofighter Typhoon, que le Koweït utilisera pour faire des massacres au Yémen et ailleurs, peuvent être armés aussi de bombes nucléaires : celles que possède l'Arabie Saoudite (voir il manifesto du 23 février²). L'entraînement des équipages est assuré par l'Aéronautique italienne, en renforçant « le rôle fondamental de stabilisation régionale joué par le Koweït ».

Un succès de la ministre Pinotti qui, une semaine après avoir vendu les chasseurs-bombardiers au Koweït, a été décorée par l'Unione Cattolica Stampa Italiana (Union catholique de la presse italienne) du Prix « Napoli Città di Pace 2016 » (Naples Ville de Paix 2016).

A la cérémonie, le cardinal Crescenzo Sepe a défini l'engagement de Pinotti comme « un engagement au service de la politique comme forme la plus haute d'amour, qui place toujours au centre la protection et la dignité de la vie humaine », proposant pour cela « le changement de dénomination du Ministère de la Défense en celui de la Paix ». Qu'en pense le Pape François ?

Manlio Dinucci, Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio
10 mai 2016

¹ « Second groupe industriel italien et l'un des principaux groupes du secteur aéronautique et spatial du monde » (<https://fr.wikipedia.org/wiki/Finmeccanica>), NdT.

² « Alarme nucléaire rouge », il manifesto, mardi 23 février 2016.

Sommet de l'Otan 2016 en Pologne, à la frontière de la Russie

Un Sommet Otan très agressif

La Pologne se montre aujourd'hui comme le meilleur vassal de l'Otan, encore mieux que la Belgique. C'est la première fois qu'un sommet de l'Otan aura lieu aussi près des frontières de la Russie. Ce sera donc un symbole de la concentration des moyens militaires et politiques de l'Alliance pour augmenter la confrontation avec la Russie. Ainsi en quelques années, celle-ci sera passée du statut de partenaire de l'Otan dans le «partenariat pour la paix» qui avait suivi la dissolution du Pacte de Varsovie et le démembrement de l'Union Soviétique, à celui de principal adversaire si pas principal ennemi.

C'est contre ce soi-disant ennemi que l'Otan va battre le rappel. Le prochain Sommet va entériner une nouvelle escalade de guerre: accélération de la construction du bouclier anti-missiles, des Pays Baltes à la Roumanie, en passant par la Pologne; réaffirmation de la stratégie nucléaire de l'Otan incluant le droit de première frappe, modernisation et réorganisation pour répondre au label Otan, des armées et des matériels militaires de tous les pays membres de l'Otan, en particulier ceux frontaliers de la Russie; grandes manœuvres aériennes, navales et terrestres concentrées dans tous ces pays, intégration dans ces plans belliqueux de la Géorgie et de l'Ukraine (le président Porochenko est un invité du Sommet de Varsovie!), nouvel élargissement de l'Otan au Montenegro malgré l'avis contraire de la majorité de sa population.

A ce Sommet il y aura également un invité central: l'Union Européenne, considérée comme un partenaire global de l'Alliance Atlantique et censée partager des «valeurs» et des intérêts économiques et politiques communs. Alors que l'UE est remise en question par de vastes secteurs des populations des pays membres, les dirigeants politiques de l'UE abandonnent toute recherche d'une politique de sécurité et de défense commune et se placent sous la protection de l'Otan.

D'autres chefs d'Etat de pays partenaires de l'Otan seront de la partie: tous ceux qui depuis le sommet de 2014, ont contribué aux «coalitions internationales de lutte contre le terrorisme», c'est-à-dire qui ont participé aux guerres contre l'Irak, l'Afghanistan, la Libye, la Syrie.

Un memorandum de la CNAPD

La Cnapd, qui regroupe en Belgique plus de 40 associations luttant pour la paix et la démocratie a élaboré un memorandum adressé aux Députés membres de la Commission de la Défense nationale, au Premier Ministre, aux Ministres des Affaires étrangères et de la Défense, aux partis politiques belges, dont nous publions ci-après l'introduction.

« Le prochain Sommet de l'OTAN aura lieu au mois de juillet 2016. A lire l'importance accordée à l'Alliance dans la Déclaration de politique générale du Gouvernement, il nous apparaît primordial de profiter de ce type d'échéance pour alimenter le débat qui doit s'organiser sur la manière dont l'OTAN évolue depuis la fin de la Guerre froide et comment notre pays organise sa politique extérieure et de sécurité autour d'elle.

Nous nous permettons donc de vous¹ faire parvenir cette analyse qui se propose de revenir sur les résultats du dernier Sommet et des dernières interventions militaires de l'OTAN et de les mettre en relation avec le « plan stratégique pour l'avenir de l'armée belge » et la politique extérieure et de sécurité de la Belgique. Cette analyse se concentre uniquement sur des textes officiels de l'OTAN et des communications du Gouvernement fédéral. Ceux-ci confirmeront la perte (et la recherche) d'identité et de légitimité de l'OTAN et l'alignement de plus en plus mimétique de la politique extérieure, de sécurité et de défense de la Belgique à celle de l'Alliance au détriment de la politique européenne de sécurité et de défense, et des Nations unies.

Nous mettrons ainsi en évidence le fait que les menaces auxquelles l'Alliance entend faire face sont toujours plus éloignées de ce pour quoi l'OTAN a été créée et de sa base légale, l'article 51 de la Charte des Nations unies. En mobilisant une définition extensive de la Défense du territoire et de la « sécurité de la zone euro-atlantique », l'OTAN avance des motifs de plus en plus variés pour

¹ Cette note est destinée aux Députés membre de la Commission de la Défense nationale, au Premier Ministre, aux Ministres des Affaires étrangères et de la Défense aux partis politiques ainsi qu'aux journalistes versés dans ces questions. Elle sera adaptée et mise en page afin d'être proposée à un public plus large.

justifier, a priori, sa présence militaire mondiale. Nous estimons qu'en agissant de la sorte elle attise la conflictualité et renforce les menaces qu'elle prétend combattre. Nous verrons ensuite que les « menaces » auxquelles la Belgique entend faire face dans son nouveau « plan stratégique », et les moyens d'y répondre, sont exactement les mêmes que ceux présentés dans les textes de l'Alliance atlantique.

Pour la CNAPD, cette recherche continue d'identité et de légitimité souligne une perte de puissance et une faiblesse grandissante de l'Alliance. Celles-ci sont confirmées par les échecs successifs et répétés des dernières interventions militaires qu'elle a menées. Si l'objectif de celles-ci, comme le souligne l'OTAN, est de travailler à la sécurité de la zone euro-atlantique¹, il faut alors assumer le fait que notre

1 Remarquons ici qu'il n'est jamais question de la zone « américa-no-euro-atlantique »

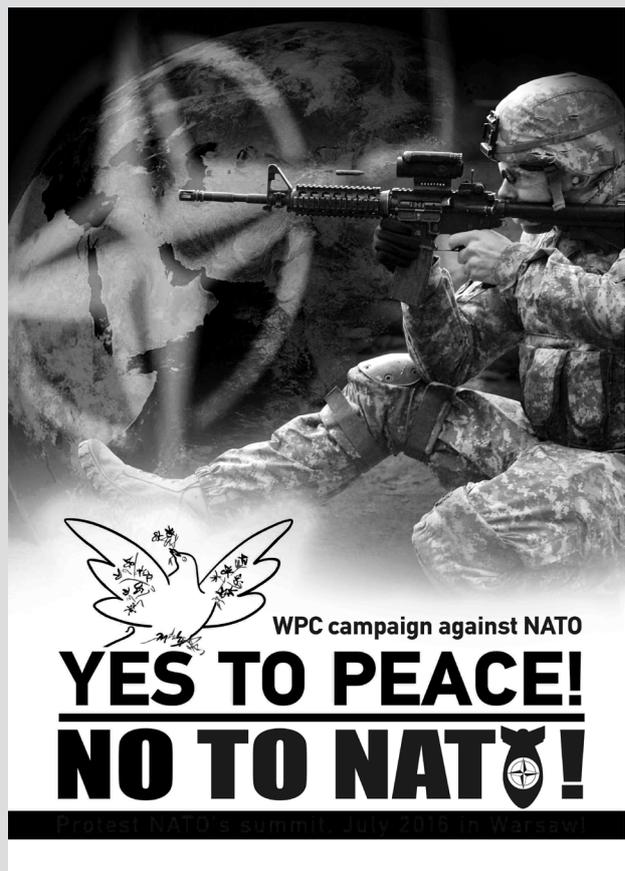
sécurité s'est vue amoindrie.

D'autre part, l'OTAN a manifestement des difficultés croissantes à masquer ses dissensions internes. Le consensus a de plus en plus de mal à être dégagé entre les 28 États membres (bientôt 29 avec l'arrivée du Monténégro² qui va obtenir son statut de pays invité dès le prochain Sommet)³. Le mimétisme dont la Belgique fait preuve, légalement condamnable, est donc aussi stratégiquement questionnable.»

Le document intégral se trouve sur le site www.cnapd.org

2 Dont les standards démocratiques laissent clairement à désirer, malgré les balises que se fixe l'OTAN pour organiser son élargissement.

3 Un consensus qui a par contre permis l'ouverture récente d'une représentation permanente d'Israël auprès de l'OTAN.



Un Contre-Sommet à Varsovie

Dans plusieurs pays d'Europe et aux États-Unis, l'opposition à l'OTAN grandit, des mouvements populaires, partis, associations de paix, mouvements sociaux s'organisent. Un Contre-Sommet se tiendra à Varsovie du 8 au 10 juillet, rassemblant une bonne partie de ceux-ci, avec l'appui d'organisations polonaises, à l'appel de plusieurs réseaux internationaux, dont «International Network NoToWar NoToNato» et le «World Peace Council».

La libération de Palmyre

Entretien avec un soldat ordinaire de l'armée nationale syrienne

Merveilleuse nouvelle que la libération de Palmyre. **MA** trois titres: l'ouverture des routes stratégiques vers Deir Ezzor et Raqqa, le retour à la vie normale pour les habitants du village et la sauvegarde de la cité antique mondialement célèbre. Par contre, le combat fut terrible pour l'armée syrienne.

Entretien avec l'un des combattants.

« Rah ! Allas » « Il est parti, c'est fini ! » me déclare Obada en montrant son œil gauche. « C'est la volonté de Dieu ». Un geste de la main vers le ciel. Il n'y a pas une goutte de tristesse dans sa voix, mais plutôt une colère énorme. On sent que la force de ce soldat de 25 ans n'est pas ébranlée plus que ça.

Il s'était assis à côté de moi dans le microbus et aux alentours de Homs, sentant qu'il allait descendre, je me suis décidée à lui demander ce qui était arrivé à son œil. Au départ le bruit de la radio et des sursauts du véhicule étaient trop forts, alors il ne m'a pas compris, ou pas entendu. Il m'a juste demandé : « Tu es étrangère ? » « Bienvenue en Syrie ». Puis mon geste a résumé ma pensée concernant son bandage et après m'avoir annoncé la mauvaise nouvelle, il m'a expliqué qu'il revenait de Palmyre où il combattait il y a 8 jours.

Il y avait un vent de sable terrible et « franchement on ne voyait rien ». Ils sont arrivés par les abords de la cité antique où Obada n'avait jamais foutu les pieds avant, « Des ruines très anciennes paraît-il, mais truffées de mines maintenant. Je ne sais pas, on ne voyait rien. D'ailleurs je n'ai pas eu le temps de voir quoi que ce soit, en fait. On nous avait juste dit, qu'on allait attaquer pour reprendre le village, mais que ce serait vraiment dur parce que les chiens nous attendaient (comprendre Daech). On savait qu'ils étaient furieux car on avait déjà repris le carrefour (vers Raqqa et Deir Ezzor) ! Vraiment c'était un combat violent, et quand la roquette nous est tombé dessus j'ai eu beaucoup de copains Chahid (« martyrs » : soldats morts au combat) ». Son meilleur ami faisait partie du lot. C'est d'ailleurs le seul moment de la conversation où j'ai senti un ange passer.

« Tes parents vont être contents de te voir vivant et de te serrer dans leurs bras ! »

« Et comment ! D'autant que je suis fils unique »

Fils unique.

Je marque un temps et lui fait remarquer que donc, selon la loi, il pouvait ne pas faire l'armée.

« Je sais, mais ça sert à quoi alors la mort des martyrs ? J'ai demandé à partir à 21 ans »

Obada doit retourner à l'hôpital pour faire retirer des éclats de son œil droit car il « ne voit pas très bien la nuit »

Et ensuite ?

« Ensuite ? Ben, je repars évidemment ! Nous sommes maintenant à 40 km à peu près de Tadmor (Palmyre) en direction de Raqqa. Même distance en direction de Deir Ezzor, mais moi j'irai dans la division qui monte vers Raqqa. Maintenant, je sais qu'on va les avoir. Ça va être dur mais on va libérer notre ville, tu verras. »

« Mais...tes yeux ? »

« Dans moins de 15 jours l'autre œil verra comme avant, m'a dit le docteur, alors je reprendrai mon arme. » Geste très précis de l'homme qui tire. « On les aura. Pardon, mais je dois descendre ici. Je veux faire vite pour arriver au village et avec la guerre, il n'y a pas toujours de voiture. Sur ta photo, on ne voit pas mon visage hein ? Parce que je dois repartir, donc je suis encore dans l'armée. »

Je lui montre la photo.

« C'est bien. Je regarde devant, on voit qu'on avance alors ! ». Sourire magnifique.

Il ouvre la porte, descend, et part directement sur la route, vers les siens.

Adeline Chenon Ramlat,

avril 2016

Une situation de chaos qui favorise l'OTAN

Depuis la guerre de Yougoslavie, l'OTAN intervient secrètement ou directement pour susciter ou soutenir des révoltes locales dans différents pays, ces révoltes peuvent aboutir à des guerres locales provoquant le chaos. L'OTAN pourrait appuyer secrètement l'une des parties ou pourrait envisager l'envahissement d'un pays dans le seul but de réduire le nombre de pays qui indirectement ou directement s'allieraient à la Russie ou à la Chine et ainsi l'OTAN élargirait le bouclier «anti-missiles».

Il y a des conflits qui datent depuis de longues années, qui s'enfoncent par moments sous terre comme une rivière dans le sol pour aboutir à une résurgence guerrière sporadique et ainsi de suite jusqu'à éclater en un conflit intense comme celui qui a sévi pendant quatre jours dans le Haut-Karabakh en avril dernier. Ce qui donne le temps de réarmer les belligérants, (business). La résurgence apparaît le plus souvent à un moment politique opportun. Voici quelques exemples: Arménie et Azerbaïdjan, Abkhazie, Ossétie et Géorgie etc.

Nous retrouvons la dernière résurgence du conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan en 2016. Il serait bon de rappeler la source de ce conflit. Au 1er siècle avant JC le territoire de l'Arménie allait de la mer Caspienne à la Méditerranée; ce territoire comprenait l'Azerbaïdjan, la Turquie, la Syrie, le Liban. Au cours de l'histoire, l'Arménie a perdu la plus grande partie de ce territoire, qui s'est stabilisé en 1921 en devenant une république soviétique.

Le territoire du Haut-Karabakh, région autonome (oblast) de tradition religieuse chrétienne orthodoxe et majoritairement peuplé d'Arméniens (80%) est enclavé au sein de l'Azerbaïdjan de confession musulmane sunnite et dont la langue officielle est l'azéri (dit aussi azéri-turc). Le Haut-Karabakh faisait partie de l'URSS en tant que région de la République Autonome d'Azerbaïdjan. Pour les populations de l'URSS, la nationalité soviétique était reconnue. Le peuple arménien reste très sensible au maintien de son histoire et tradition surtout suite au génocide subi en Turquie. L'apprentissage obligatoire du russe comme deuxième langue a permis à toutes les populations de communiquer et de se mélanger (par exemple le mariage).

En 1991 l'URSS s'est disloquée. La «loi de dislocation» précise (art. III) que les peuples des Républiques et entités autonomes ont le droit de décider de leur maintien dans l'Union Soviétique ou dans la République fédérée qui s'y attache et de choisir leur statut politique et juridique. Après l'indépendance totale des républiques fédérées, le Haut-Karabakh organise un référendum qui lui donne son indépendance. L'Azerbaïdjan ne reconnaît pas le droit à l'auto-détermination du Haut-Karabakh, abroge la langue arménienne comme langue officielle et installe une administration azéri. Une révolte se déclenche, le gouvernement du Haut-Karabakh se proclame République du Haut-Karabakh et demande son rattachement à la république d'Arménie. L'Arménie

reconnait la République du Haut-Karabakh. Une guerre de 4 ans est déclenchée entre Arméniens et Azéris. Sous l'égide de l'OSCE une trêve est signée à Moscou en mai 1994. La République du Haut-Karabakh a annexé les territoires qui la séparaient de l'Arménie, ce qui provoque des fuites des populations azéri et arménienne. La Russie est plus favorable à l'Arménie, la Turquie soutient l'Azerbaïdjan.

Entretemps l'Arménie et l'Azerbaïdjan signent un accord de partenariat avec l'OTAN sans pour cela demander une intégration dans l'Alliance. L'Arménie et l'Azerbaïdjan fournissent des soldats à la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) en Afghanistan, participent à la guerre du Kosovo (une position paradoxale pour l'Azerbaïdjan: reconnaître l'indépendance du Kosovo et la refuser pour la République du Haut-Karabakh).

Depuis 2014, il y a des escarmouches arméniennes et azéris pour arriver à une guerre intense pendant quatre jours en 2016 avec de légers changements de position au sol en faveur des Azéris. De nouveaux accords de trêve sont signés sous l'égide de l'OSCE à Vienne, mais difficilement acceptés par les belligérants. L'Azerbaïdjan subit de plein fouet la chute de la valeur du pétrole, cette dernière guerre permet de redorer son blason nationaliste face à sa population et de diminuer les tensions dues à l'effondrement de l'économie. L'OTAN soutient l'Azerbaïdjan par le biais de la Turquie. La Turquie et l'Azerbaïdjan sont membres du Conseil Turcique. Ce Conseil réunit des pays turcophones: Azerbaïdjan, Kazakhstan, Kirghizistan et Turquie auxquels le Turkménistan s'est joint en 2014. Ce Traité ne contient apparemment pas de clause militaire.

D'autre part, Israël agit en sous-main pour le compte de l'Otan et a réarmé l'Azerbaïdjan pour un montant de 2 à 5 milliards de dollars¹. Israël s'intéresse à l'Azerbaïdjan en tant que pays voisin de l'Iran, et espère y installer une base opérationnelle en cas de guerre avec l'Iran. Ainsi, des conflits qui semblent se produire à échelle locale, servent la stratégie mondiale de l'Otan, qui profite de toute situation de chaos.

Marcel Poznanski

juin 2016

1 Voir Afrique-Asie, juin 2016, p.65

« Remember your humanity and forget the rest »

Ce 9 juillet 2015 marque le 60e anniversaire du Manifeste Einstein-Russell. Un avertissement sévère des plus éminents scientifiques en 1955, à l'initiative du mathématicien et philosophe Bertrand Russell et du physicien Albert Einstein, terrifiés par les dangers que représentait pour la survie de l'humanité le développement des armes nucléaires.

C'est pourtant Albert Einstein lui-même, dont le pacifisme n'est pas à mettre en doute, qui alerta le président Franklin Delano Roosevelt, dès le 2 août 1939, de sa conviction que la fission nucléaire permettrait à l'Allemagne nazie de développer des bombes redoutables.

Il relayait ainsi les inquiétudes de plusieurs autres physiciens, principalement des exilés hongrois dont Léo Szilárd et Edward Teller. Et sa mise en garde sera écoutée : Roosevelt lui répond le 19 octobre 1939 en le remerciant, et en l'informant de sa décision de réunir un comité au plus haut niveau de l'État.

C'est le point de départ du Programme Manhattan.

Einstein confiera peu avant de mourir à son ami chimiste et physicien Linus Pauling, lui aussi signataire du Manifeste, qu'il avait regretté l'envoi de cette lettre au président des États-Unis.

Mais la machine infernale est lancée. Le 16 juillet 1945, la première bombe atomique au plutonium explose au Nouveau-Mexique ; quelques jours plus tard, deux autres, l'une à l'uranium et l'autre au plutonium pulvériseront les villes japonaises d'Hiroshima le 6 août, et de Nagasaki le 9 août.

Il était clair pourtant, en 1945, que l'Allemagne nazie n'était pas en mesure de construire un tel armement. L'urgence justifiée par la crainte d'Einstein en 1939 n'existait plus depuis un bout de temps déjà, et ne se justifiait pas non plus par la montée en puissance de l'Union soviétique qui se profilait comme le véritable adversaire dans la course aux armements qui se préparait.

Il était impossible désormais de remettre le génie dans sa lampe, et le Japon était un parfait terrain d'expérimentation pour les nouvelles prouesses technologiques du Pentagone.

Un seul scientifique, le physicien Joseph Rotblat, décida pour des raisons morales de quitter le projet Manhattan avant les explosions d'Hiroshima et de Nagasaki. Il consacra toute sa vie au combat pour l'abolition des armes nucléaires en créant le Mouvement Pugwash («

Pugwash Conférences on Science and World Affairs ») avec lequel il recevra le prix Nobel de la paix en 1995.

Dans les années cinquante, dans un très grand nombre de pays, de nombreux scientifiques prendront conscience de leur responsabilité face aux détournements de la science à des fins militaires qui peuvent conduire à l'anéantissement de l'humanité, et donc aussi de leur devoir d'alerte.

Dès 1944, Einstein avait proposé des consultations entre les scientifiques les plus brillants des pays alliés, y compris l'Union soviétique, afin d'« exercer l'influence collective des scientifiques sur leurs gouvernements respectifs, en vue d'établir une armée internationale et un gouvernement supranational ».

Début 1955, c'est Bertrand Russell, déjà en contact avec le physicien allemand Max Born et Frédéric Joliot-Curie (à l'époque membre du parti communiste français), qui écrit à Einstein pour lui proposer une déclaration commune d'éminents scientifiques des deux blocs appelant à l'abolition de la guerre.

Le 11 avril 1955, Albert Einstein écrit une courte lettre à Russell exprimant son plein appui à ce projet de «Manifeste», qu'il signera immédiatement. Il mourra une semaine plus tard, le 18 avril 1955. Bertrand Russell réunira au bas du Manifeste les signatures, outre celle d'Albert Einstein, de Joseph Rotblat et la sienne, de huit autres prestigieux chercheurs. Il convoquera dans la foulée une conférence de presse à Londres, le 9 juillet 1955, au cours de laquelle il lira à haute voix l'ensemble du Manifeste, concluant par un appel invitant « les hommes de science du monde entier et le grand public » à souscrire à la Résolution suivante: « Compte tenu du fait qu'au cours de toute nouvelle guerre mondiale, les armes nucléaires seront certainement employées et que ces armes mettent en péril la survie de l'humanité, nous invitons instamment les gouvernements du monde à comprendre et à admettre publiquement qu'ils ne sauraient atteindre leurs objectifs par une guerre mondiale et nous leur demandons instamment, en conséquence, de s'employer à régler par des moyens pacifiques tous leurs différends. »

En 1957, en réponse à l'appel du Manifeste invitant les scientifiques à se réunir, une première conférence eut lieu avec le soutien de l'industriel canadien Cyrus Eaton, dans sa résidence d'été au petit village de Pugwash, en Nouvelle-Ecosse. C'est la naissance du Mouvement « Pugwash Conférences on Science and World Affairs » qui tiendra, en novembre 2015, sa 61e conférence à Nagasaki au Japon.

Cette année de commémorations - de Nagasaki et Hiroshima (70 ans), du Manifeste (60 ans), du Nobel de la Paix de Joseph Rotblat avec Pugwash (20 ans), sans compter celles de la « Grande Guerre »- aurait pu faire réfléchir. Et bien non, il en faut davantage pour infléchir les préjugés, la cupidité et le cynisme qui régissent le monde...

Il y a quelques semaines seulement, du 27 avril au 22 mai 2015, les 191 États signataires du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) conviés à la 9e conférence d'Examen - seuls 104 étaient présents - ont démontré leur incapacité à progresser sur le pilier du désarmement nucléaire, en dépit de l'engagement qu'ils ont pris en ce sens en vertu de l'article 6 du Traité qui énonce que « Chacune des Parties au Traité s'engage à poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire, et sur un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace ».

Très clairement, alors que ce Traité constitue, depuis sa mise en œuvre en 1970 et sa prorogation pour une durée indéterminée en 1995, la base du régime de non-prolifération nucléaire, les États parties ne parviennent plus à se comprendre sur la définition du pilier « désarmement nucléaire ». Une situation déplorable soulignée par le délégué de l'Afrique du Sud qui, prenant la parole au cours de la session finale de la conférence d'Examen, a déploré le « manque de courage moral » et dénoncé, en osant un parallèle très fort, le fait que le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) « avait dégénéré en l'expression de la volonté d'un petit nombre, comme cela était le cas sous le régime de l'apartheid ».

Ce soixantième anniversaire du Manifeste Einstein-Russell est l'opportunité de remettre les chefs d'États et de gouvernements devant leurs devoirs et responsabilités, de les inviter à (re?)lire ce Manifeste de sagesse écrit par des personnalités dont ils auraient tant à apprendre, et notamment une phrase essentielle, celle que choisit de nous rappeler Joseph Rotblat en 1995 lorsqu'il reçut le prix Nobel de la Paix pour son engagement avec Pugwash en faveur du désarmement nucléaire :

« Remember your humanity, and forget the rest ».

Luc Mampaey
9 juillet 2015

S'INSCRIRE ET COLLABORER À LA MAILING LISTE ALERTE OTAN

Le Comité Surveillance OTAN anime une liste d'information par e-mail, où sont publiés régulièrement infos, analyses et commentaires relatifs à la politique de guerre de l'Alliance Atlantique.

Nous invitons tous les lecteurs intéressés à s'y inscrire et à collaborer à cette recherche de documentation qui est indispensable pour comprendre la nature de l'Otan, les rapports de force en son sein, ses actions publiques et autres, ses objectifs réels, son fonctionnement tentaculaire, ses réseaux et partenariats.

- Pour s'inscrire, envoyez un e-mail vide à alerte_otan-subscribe@yahoogroupes.fr.
- Pour collaborer, soit vous envoyez directement votre message à alerte_otan@yahoogroupes.fr, soit vous l'envoyez à info@csotan.org et les modérateurs du CSO feront le nécessaire pour sa publication.

Commémoration du 71ème anniversaire de la tragédie de Hiroshima et de Nagasaki

Samedi 6 août 2016

« LE DESARMEMENT NUCLEAIRE CE N'EST PAS POUR DEMAIN ! »

Au PARC HIBAKUSHA – UNIVERSITE DE MONS

Plaine de Nimy - Chaussée de Bruxelles - Mons

11 h 00 : Accueil des participants
11 h 15 : Allocution des différentes associations
11 h 45 : Dépôt de fleurs

- 1 minute de silence à la mémoire des victimes du nucléaire -

12 h 00 : Collation au forum

13 h 30 : Conférence-débat :

- **Luc Mampaey (GRIP)** parlera de l'impact des forces armées sur le changement climatique, en temps de paix comme en temps de guerre
- **Nicolas Bárdos-Féltoronyi** parlera du Sommet Otan 2016 et de sa stratégie nucléaire
- **Des associations de paix présenteront** l'agenda des prochaines luttes contre l'armement nucléaire en Belgique (Bombes atomiques de Kleine Brogel, Campagne contre le renouvellement des avions de chasse ...)

Présentation : Robert Fourneau (CEAH)

Modérateur : Claudine Pôlet (Comité Surveillance Otan)

Pour plus d'informations, vous pouvez consulter notre site : <http://www.c-e-a-h.be>

Les signataires de la Convention pour la Préservation du Parc Hibakusha :



Avec la collaboration de: l'AMPGN, CEAH, CNAPD, COLUPA, CSO, UN MONDE SANS GUERRE, INTAL, MCP, UMONS, VREDE, VREDESACTIE, AGIR POUR LA PAIX

Renseignements : 02 / 376 10 93

Editeur responsable : M. Piérart-R